

"Faisons comme les Anglais"

Comme l'individu choisit la carrière que lui indiquent ses goûts et ses talents particuliers, ainsi un peuple doit organiser sa vie collective conformément à son génie propre, c'est-à-dire en tenant compte de ses aptitudes, de ses moyens et de sa situation.

Voilà, n'est-il pas vrai, au moins pour la généralité des peuples, une énorme lapalissade, une règle qu'on ne prend même pas la peine d'énoncer, puisque spontanément on la vit. C'est ce qui explique, d'ailleurs, qu'à travers les âges et à travers le monde, ait fleuri sur le vieux fonds humain, en tout temps et en tout lieu identique à lui-même, une si prodigieuse et si féconde diversité de culture.

Or, il paraît que, pour le peuple canadien-français, cette règle de gros bon sens ne vaut rien du tout. Se pencher sur son âme pour en découvrir les virtualités, travailler ensuite à les affiner, à les polir, à en assurer la fructification totale: cela est bon pour les autres. A nous, une autre règle s'impose. "Faire comme les Anglais". C'est du moins ce que depuis plus d'un demi-siècle notre "élite" a enseigné par la parole et par l'exemple. Avec quels étonnants résultats, il suffit de regarder autour de soi pour s'en rendre compte. Voyons tout de même, à titre d'illustration, quelques exemples.

Lorsque, il y a déjà plus d'une trentaine d'années, pressé de toute part par les faits, on a éprouvé le besoin de nous doter d'une certaine sorte de politique économique, et qu'en conséquence, on a entrepris de transformer le régime de la production par la mise en œuvre industrielle de nos grandes ressources naturelles, où a-t-on cherché une inspiration et des directives? S'est-on demandé quel régime conviendrait le mieux au peuple qui compose en grande majorité la population de notre province? A-t-on interrogé son histoire, y a-t-on cherché les indices de sa vocation, s'est-on penché sur son âme afin d'y découvrir ses talents et ses aptitudes? A-t-on évalué ses moyens en hommes et en capital? A-t-on réfléchi sur sa situation de peuple minoritaire, soumis plus que tout autre à l'impérieuse nécessité de préserver à tout prix ses forces humaines et d'en assurer l'épanouissement à la fois en nombre et en qualité? Quelques instants de méditation sur ces divers points, et l'orientation économique de la province eût été dans la suite toute différente. Mais précisément, il eût fallu un effort de réflexion et, pour l'imposer, cet éveil des esprits et des cœurs qui s'appelle le sens national. Combien il était plus commode de dire simplement: "Faisons comme les Anglais". D'une part, à nos portes, les Anglo-Canadiens, et de l'autre côté de la frontière, les Américains s'étaient lancés avec ardeur, avec

une sorte de folle exaltation, dans la grande industrie et y remportaient des succès apparemment définitifs, cependant que, d'autre part, nous possédions sur notre territoire de magnifiques chutes d'eau, de riches forêts, etc., c'est-à-dire tous les éléments de l'industrialisation. "Faisons comme eux": tel fut le mot d'ordre. Quant aux conséquences sociales et nationales d'une telle décision, si toutefois on les a soupçonnées, on y verrait plus tard.

Inutile de redire que la politique inaugurée de la sorte n'a pas produit pour la population canadienne-française les résultats qu'on nous en promettait. Bien loin, au cours des trente années qui ont suivi, d'améliorer notre situation, nous avons rétrogradé, perdant quelques-unes des positions stratégiques que nous occupions déjà depuis nombre d'années, assistant, impassibles, à l'aggravation de ce que M. l'abbé Groulx a appelé "la déchéance de notre classe moyenne", pour nous retrouver un beau jour, masse flottante de déracinés, entassés dans les villes, soumis à la coupe des monopoles et des trusts, aux prises avec des problèmes sociaux d'une telle ampleur et d'une telle acuité que même les optimistes professionnels se demandent si, dans l'état d'affaissement actuel des esprits, nous ne saurons jamais en trouver la solution.

Qu'importe cette faillite ? Nous avons fait comme les Anglais, et nos "chefs" s'en glorifient.

Autre exemple et d'une signification peut-être encore plus brutale: notre enseignement universitaire. Quand il s'est agi, il y a une quinzaine d'années, de le rénover dans la province, à Montréal en particulier, où encore a-t-on cherché l'inspiration ? Foyer de pensée et de culture, centre de directives sociales et nationales: telle est l'université pour tous les peuples. Le nôtre étant français d'origine et d'esprit, et catholique de foi religieuse, il semble normal que l'université chez nous soit avant tout un centre de culture française et catholique et que, par suite, les facultés qu'il aurait fallu d'abord développer à leur maximum, sont celles qui, exprimant le plus exactement le caractère de notre peuple et répondant le mieux à ses besoins, sont le plus propres à marquer du même coup le caractère de notre université parmi les autres universités canadiennes et américaines et à lui donner du prestige. En premier lieu, la faculté des lettres, en vue d'en faire le véritable foyer de la culture française non seulement au Canada, mais dans toute l'Amérique du Nord. En second lieu, la faculté de philosophie qui, créée pour répondre d'abord aux besoins d'un peuple catholique, aurait dû spontanément devenir le grand centre catholique d'étude philosophique sur notre continent anglo-saxon et

protestant. Pourquoi Gilson à Toronto et Chenu à Ottawa? En troisième lieu, le droit étant en quelque sorte une catégorie de l'esprit français, une faculté de droit réorganisée et surélevée afin d'en faire mieux qu'une simple école professionnelle: un véritable centre de culture juridique ouvert à tous ceux qui ont le goût de la grande culture, du haut savoir. Enfin, puisque, peuple jeune, nous sommes néanmoins aux prises avec les mêmes problèmes sociaux que les peuples les plus anciens, une école de sciences économiques, politiques et sociales qui, appuyée à la fois sur les trois facultés, énumérées ci-dessus, les compléterait, constituant elle-même un foyer de culture intellectuelle et un centre de directives sociales et nationales.

Nous seuls en Amérique pouvions constituer ce foyer de haute culture, parce que nous seuls formons, au milieu de 120 millions d'Anglo-Saxons protestants, une entité homogène, française par l'origine et l'esprit, catholique par la foi religieuse.

Cela ne veut pas dire que dans une telle université l'enseignement des sciences serait ignoré ou négligé. Cela veut simplement dire qu'il ne dépasserait pas les proportions qu'indiquent les besoins de notre peuple: c'est-à-dire que, renonçant pour longtemps encore à la haute recherche scientifique, il se contenterait de marquer le pas, de se tenir à jour, se donnant pour mission la

formation: a) des techniciens dont notre population a besoin; b) du personnel de nos écoles secondaires et primaires supérieures.

Ainsi organisée conformément au caractère de notre peuple en vue de l'éclairer, de le guider et de le servir, l'université canadienne-française n'entrerait en concurrence avec aucune autre université canadienne ou américaine. Différente, elle n'aurait pourtant pas à envier leur prestige. Puisant aux deux plus fécondes sources de culture que l'humanité connaisse, elle attirerait à elle, non seulement les Canadiens français pour qui elle existe, mais tous ceux qui en Amérique sentent le besoin de s'évader un peu de leur propre atmosphère intellectuelle et d'aller chercher ailleurs le complément de culture que leur milieu ne saurait leur donner.

Et pourtant au lieu de s'arrêter à cette formule si simple, à cette formule que le particularisme de notre peuple impose spontanément, qu'a-t-on fait? Encore une fois on a regardé par-dessus la frontière, on a cherché hors de chez nous inspiration et directives. Sous prétexte que nous vivons en Amérique et qu'il faut nous "adapter", on a voulu "faire comme les Anglais". McGill, Toronto, les grandes universités américaines, créations d'un peuple à l'esprit très positif et engagées depuis des années dans l'enseignement des sciences et la recherche scientifique, y obtiennent de grands suc-

cès. "Faisons comme elles". On ne s'est pas occupé de savoir si l'université disposait et disposerait des fonds nécessaires pour mener l'entreprise à bien, outiller les laboratoires et rémunérer les professeurs; on ne s'est pas demandé si le personnel universitaire comptait des hommes ayant la vocation de chercheurs, et si la situation financière de l'Université permettrait de les lancer librement dans cette carrière; on ne s'est pas demandé non plus si, entrant en concurrence avec des institutions qui ont sur nous une avance de cinquante ans et plus— avec ce que cela signifie d'expérience acquise et de ressources accumulées— nous ne risquions pas de n'être pour des années et des années encore que de simples imitateurs, et de souligner trop brutalement à leurs yeux et à nos propres yeux la pénurie de nos moyens. On ne s'est pas demandé surtout si à une population différente, il ne faudrait pas une université différente.

Sans expérience, sans capitaux et à peu près sans personnel, on s'est précipité dans l'enseignement des sciences, les yeux fixés sur les universités anglo-canadiennes et américaines dans l'espoir fallacieux de rivaliser avec elles. De Halifax à Vancouver, et de Toronto à New-York, on a cherché—sous prétexte d'une soi-disant largeur d'esprit que nous n'avons jamais été que les seuls à pratiquer—la collaboration des institutions avec lesquelles on se vantait par ailleurs d'entrer en concurrence, cependant qu'on négligeait com-

plètement même de prendre contact avec la population dont l'Université est censée exprimer les plus hautes aspirations et qu'elle a pour mission expresse de servir. Et l'on s'étonne aujourd'hui de l'indifférence de cette population, de sa répugnance à se porter au secours de l'Université.

Si ce grand effort de rénovation scientifique avait porté, en premier lieu, sur les écoles spéciales d'où doivent sortir les artisans de notre restauration économique: écoles d'agriculture, de génie, etc., en vue de les mieux adapter à nos besoins particuliers et, en second lieu, sur l'enseignement des sciences en général en vue surtout de préparer des professeurs à nos collèges et d'établir ainsi entre l'enseignement secondaire et l'enseignement universitaire une liaison plus intime, il n'y aurait rien à redire, au contraire. Mais pour autant du moins que l'Université est concernée, cet effort a porté entièrement sur l'enseignement des sciences, en vue— c'est l'objectif sur lequel on insiste le plus— de fournir des techniciens à une industrie qui ne nous appartient pas, et des candidats à un fonctionnarisme d'où nous sommes, sans égard pour la compétence, méthodiquement exclus— nous avons pour l'affirmer, outre la multitude des faits, le témoignage de l'homme le mieux placé pour savoir. La Science, Messieurs! On allait tout restaurer par la physique, la chimie et la botanique; et malheur à celui qui désormais ne saurait pas se pâmer d'admiration—une admiration

toute "scientifique", il va sans dire—devant un pissenlit.

On a bien créé une faculté des lettres, une faculté de philosophie et une école de sciences sociales, mais ce sont là des institutions dont on ne se vante guère — des facultés de luxe, comme aurait dit certain universitaire. Elles qui devraient normalement constituer la tête et le cœur de l'Université, ont été traitées en parentes pauvres à qui l'on réserve le résidu de son faste. Quant à la faculté de droit, elle continue de fabriquer en série des avocats et des notaires, mais il ne paraît pas encore qu'elle aspire à s'élever au niveau d'un véritable centre de culture juridique.

Loin de nous la pensée qu'il ne s'est fait rien de bon à l'Université de Montréal—nous connaissons moins celle de Québec—depuis dix ou quinze ans, que l'organisation de l'enseignement des sciences ne venait pas à son heure et que certaines initiatives, comme par exemple les Cercles de Jeunes Naturalistes, ne sont pas heureuses. Ce que nous déplorons, c'est que l'Université n'ait pas su se constituer conformément à sa mission particulière et de telle façon que son caractère d'université catholique et française se révélât du premier coup, et que, pour avoir cherché hors de chez nous ses modèles et son inspiration, elle se soit vouée à une sorte de déséquilibre interne, réduite à être une des moins marquantes unités dans la série des universités nord-américaines, alors

qu'à bien moins de frais, elle aurait pu en être une des plus prestigieuses.

Troisième exemple, et assez piteux celui-là aussi; jusque dans la manière de faire la charité, nous voulons nous mettre à l'école des Anglais. La Fédération des Œuvres de Charité vient de manquer son coup. Certaines gens, parmi ceux qu'on qualifie généralement d'excentriques, s'y attendaient. On avait pensé à tout, tout prévu, réglé jusqu'au moindre détail technique. On avait simplement oublié qu'en dépit de l'épaisse croûte d'anglicisme qui lui recouvre le visage, le Canadien français n'est pas encore tout à fait un Anglais et qu'il ne réagit pas de la même façon. On est allé chercher chez les Anglais l'idée et l'organisation des *Federated Charities*, au risque de briser les organisations paroissiales de charité — institutions proprement canadiennes-françaises celles-là. Surcroît de prudence... et de fierté, on s'est placé sous la haute direction du propre gérant des *Federated Charities*. Résultat? Déficit de 10 à 15%.

“L'éducation de notre peuple n'est pas encore faite”, affirme-t-on en manière d'excuse. “Quand cette éducation sera accomplie la Fédération, tout comme les *Federated Charities*, atteindra facilement son objectif.” Réconfortant optimisme, en vérité! Mais même si cette “éducation” allait se faire et si les prochaines campagnes de la Fédération allaient remporter de grands succès, il

reste encore que nous aurons anglicisé un peu plus notre population en lui apprenant à traiter la charité à la manière anglaise: comme une affaire dont on se débarrasse une fois pour toutes. Philanthropie? Peut-être, charité-réclame? A coup sûr. Charité chrétienne? C'est beaucoup moins certain. Le catholicisme faisait pourtant quelque mention de la charité et de l'aumône avant que les Américains n'inventassent les *Federated Charities*. Ce n'est donc pas une notion tout à fait nouvelle pour nous. "Il fallait, dit-on, aider nos œuvres, leur procurer l'appui de gens qui, bien pourvus, s'en désintéressaient totalement". Idée excellente, méthode détestable! Il eût fallu chercher la formule qui, répondant aux desseins des initiateurs du mouvement, eût été en même temps adaptée au caractère religieux et national de notre population. Mais pour imposer cet effort de réflexion, il faudrait, nous le répétons, de la base au sommet de notre société, cet éveil des cœurs et des consciences qui fait que spontanément on agit et se comporte en Canadiens français. Or cette spontanéité-là, l'anglomanie l'a étouffée en nous, détruite à un point tel que les échecs successifs et les humiliations répétées ne parviennent pas à nous ouvrir les yeux.

Continuons de faire comme les Anglais, mais à ce régime-là, ne comptons plus sur la survivance des Canadiens français.

François CHANTAL.